

Entretien avec le représentant de la FAO au Gabon...

...Hélder Muteia : " L'un des plus grands défis du Gabon est la nécessité de diversifier l'économie pour une croissance plus durable "

Propos recueillis par Willy NDONG

Libreville/Gabon

L'union. Vous avez récemment séjourné à Khartoum, au Soudan, à l'occasion de la 30e Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique. Quels sont les principaux sujets abordés à ce rendez-vous ?

Helder MUTEIA : la réunion de Khartoum s'est tenue sur le thème "Développement durable de l'agriculture et des systèmes alimentaires en Afrique : amélioration des moyens de production et création d'emplois décents et attrayants pour les jeunes", et s'est déclinée en trois étapes importantes et complémentaires: une réunion d'experts qui a traité en détail des principaux défis des systèmes agroalimentaires en Afrique; des événements parallèles qui ont favorisé des questions transversales d'importance majeure; une table ronde ministérielle qui a un caractère plus décisif sur les politiques qui devraient être adoptées dans le contexte africain, sous-régional et national. Parmi les principaux thèmes abordés, nous pouvons souligner le défi d'atteindre la faim zéro dans le contexte africain, en accord avec les Objectifs de développement durable (ODD), les déclarations de l'Union africaine, le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA), les déclarations de Maputo et Malabo, en mettant en évidence les caractères multisectoriel et multi-participatif. Par ailleurs, les échanges ont mis en exergue l'importance de la durabilité environnementale et de la biodiversité, la nécessité de créer des emplois décents pour les jeunes femmes ainsi que la lutte contre les ravageurs et les maladies dans le secteur agricole, en particulier la chenille légionnaire d'automne. Un moment particulier a été la présentation des priorités sous-régionales pour le secteur agroalimentaire, où l'Afrique centrale a présenté son point de vue à travers la Déclaration de Libreville, document adopté par les ministres de l'Agriculture, des Etats membres de la CEEAC (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, ndlr) en décembre 2017.

Quel est l'impact des résolutions de cette conférence pour le Gabon ?

Compte tenu des défis actuels, en particulier la chute des prix du baril de pétrole, la décision qui pourrait avoir un impact majeur sur l'Afrique centrale est la recommandation d'utiliser les avantages comparatifs et compétitifs sous régionaux en termes de disponibilité des terres et de l'eau, pour diversifier les économies et créer des emplois décents pour les jeunes et les femmes. Lors de la conférence régionale de la FAO, il a été établi que cet effort doit être fait de manière durable car, l'Afrique centrale possède l'un des



Le représentant-résident de la FAO au Gabon, Helder Muteia.

écosystèmes les plus vastes et les plus riches du monde (forêts, lacs, rivières et régions côtières). Cette richesse nous permet également de rechercher de nouvelles sources d'aliments et de nouvelles solutions nutritionnelles et technologiques. La solution des conflits entre agriculteurs et éleveurs a également été soulignée. Pour une agriculture plus compétitive, l'encadrement du secteur privé et sa responsabilité dans l'utilisation des ressources ont également été soulignés. L'Afrique centrale a présenté la déclaration des ministres de l'Agriculture de son espace qui a été applaudie comme un bon exemple de priorisation et de coordination sous-régionales.

Quels sont les domaines prioritaires identifiés dans le cadre de la coopération entre le Gabon et la FAO ?

Le Cadre de programme pays (CPP) est un document stratégique de coopération entre l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Gabon. Il faudrait, au préalable, rappeler que la définition des priorités de ce Cadre de programmation pays pour le quinquennat

2017-2022 a été faite sur la base des recommandations de l'évaluation du premier CPP, exécuté au cours de la période 2013-2016, des priorités nationales contenues dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), celles du Plan cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PCNUAD) et en lien avec les objectifs stratégiques de la FAO. C'est dans ce contexte que trois domaines prioritaires ont été retenus et couvrent les actions dans l'ensemble des sous-secteurs de l'agriculture au sens large du terme. Ces domaines prioritaires s'articulent autour du renforcement de la gouvernance institutionnelle et des capacités nationales, la gestion durable des ressources naturelles, le développement des chaînes de valeurs durables dans l'agriculture, l'élevage, la forêt, la pêche et l'aquaculture. La mise en œuvre de ces domaines nécessite que les ressources financières soient mobilisées, de façon conjointe, entre le gouvernement, la FAO et les autres bailleurs de fonds de sorte qu'à la fin de la période couverte par le CPP, nous pouvons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés pour le développement du secteur agricole au

Gabon.

Le Gabon s'est engagé dans la diversification de son économie et mise sur des secteurs tels que l'agriculture pour accroître son PIB, lutter contre le chômage chez les jeunes. Comment la FAO accompagne-t-elle le Gabon dans ce processus ?

L'un des plus grands défis du Gabon est la nécessité de diversifier l'économie pour une croissance plus durable. Le secteur agroalimentaire offre des avantages comparatifs et compétitifs pour atteindre ce résultat. L'une des priorités établies conjointement avec le gouvernement est le développement de chaînes de valeur dans l'agriculture, l'élevage, la pisciculture, ainsi que les Produits forestiers non ligneux. Ces initiatives mobiliseront et motiveront certainement les jeunes à s'intéresser au secteur. Cela permettra également de passer d'une agriculture essentiellement de subsistance à une agriculture plus intégrée sur le marché. Pour que l'environnement soit favorable à cet objectif, il est important de régulariser l'accès à des terres fertiles et à l'eau pour l'irrigation à travers des politiques et une législation adéquates; l'accès à des technologies plus productives à travers des programmes de formation et des systèmes de vulgarisation; l'accès aux marchés locaux et internationaux grâce à la promotion de la qualité, au traitement des politiques et des technologies; et l'accès au crédit grâce à des partenariats solides avec le secteur bancaire, le secteur privé et d'autres initiatives de microcrédit. Les initiatives peuvent être privées ou coopératives. Tout dépend des possibilités et des opportunités disponibles sur le terrain, et de la volonté des producteurs. Il y a des avantages et des inconvénients dans tous les cas. La FAO a des instruments spécifiques à utiliser selon l'un ou l'autre choix. Il est seulement nécessaire que les initiatives soient durables sur le plan économique, social et environnemental.

Communiqué

Du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable et du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, Chargé du Programme Graine

Le Gouvernement informe les populations de l'existence d'une infection alimentaire collective survenue en France liée à la consommation de certains jambons et huîtres réfrigérées. Ces produits ont été importés au Gabon et livrés dans certaines grandes surfaces à Libreville et Port-Gentil.

Il s'agit des lots suivants :

- Lot N° 3560070787104 80G 2TR JBON SUP DO GRAND JURY
- Lot N° 3560070787135 160G 4T JBON SUP DO GRAND JURY
- Huître normande 4X 24
- Huître normande 3X 24

Le Gouvernement tient à assurer les populations de ce que les dispositions urgentes suivantes ont été prises :

- Rappel et saisie des lots incriminés et suspects ;
- renforcement de la surveillance des produits de charcuterie, de la pêche et de l'aquaculture importés ;
- mise en place d'une veille sanitaire dans les établissements de soins.

Il est à noter qu'à ce jour, aucun cas de maladie n'a été signalé en relation avec la consommation des produits concernés.

Le Gouvernement invite les consommateurs détenant les-dits produits à bien vouloir les retourner auprès des vendeurs

Je vous remercie